L'ABEILLE.

PAR BULLITT, BULLEN & MAGNE
No. 61 RUE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 11 MARS 1839.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS,
HENRY CLAY,
DU KENTUCKY,
Soumis à la décision d'une Convention Nationale

Le beau bateau à vapeur "MERCHANT" partira aujourd'hui pour la Mobile.

DE LA CRISE DU MARCHE MONETAIRE
(2e. Article.

Dans un premier article nous avons cherché à établir que la gêne du marché monétaire était le fait des circonstances, et ne pouvait aucunement être attribuée aux Banques, qui étaient elles-mêmes les victimes de cet état de gêne. Maintenant nous allons répondre à quelques allégations qui nous paraissent erronées relativement à l'influence que peuvent avoir sur les affaires les opérations en coton qu'on attribue à quelques institutions de ce genre.

Nous commençons par déclarer que, dans notre opinion, les Banques ne doivent nullement se mêler d'opérations commerciales (le change excepté) parce que telle n'est pas leur mission et parce qu'il résulterait de leur présence sur le marché, une hostilité qui ne pourrait que nuire aux intérêts des commerçants.

Les commerçants, en ce cas, trouveraient dans les Banques des concurrents tout-puissants qui monopoliseraient les affaires à leur détriment.

Mais il est tout-à-fait inexact de dire que ces opérations enlèvent notre numéraire. (Circonstance qui du reste fut elle vraie, serait de peu d'importance aussi que nous le prouverons dans un prochain article.) Celui qui vient acheter du coton sur notre place doit nécessairement y porter une contravaleur sur le détenteur de coton, ou de toute autre denrée, vend et ne donne pas; ainsi l'acheteur change un papier ou du numéraire, ou des marchandises quelconques, ou des traites. On ne peut pas soutenir que celui qui donne du numéraire pour du coton, par exemple, prive la place du numéraire; car il est évident que le contraire a lieu. Celui qui donne en échange d'autres denrées, loin d'enlever du numéraire, en laisse évidemment; car la denrée qu'il a vendue ne serait réalisée en numéraire qu'il est emporté sans son achat. Enfin celui qui paie en traites ne fait pas une opération différente, et laisse en définitive sur la place l'équivalent de son achat en numéraire. En effet donner une traite, c'est vendre des fonds dont on peut disposer sur une place étrangère: vendre $1,000 sur Londres, c'est exactement comme si l'on faisait venir de Londres les $1080.

Ainsi l'on voit que celui qui achète doit laisser, au lieu où se fait l'achat, l'équivalent de la chose achetée, et que, par conséquent, il est absolu de prétendre que l'acheteur enlève le numéraire, puisque c'est l'opposé qui a lieu invariablement.

D'après cela, que peut-on répondre à un journal qui, dernièrement, disait: " une grande partie du coton ainsi acheté (par la banque de Pennsylvanie) " ou sur laquelle ont fait des avances, est payée en " traites sur la banque des Marchands de cette ville, " lesquelles traites sont soldées en espèces, et lesquelles espèces sortent des caveaux des autres banques " de la Nouvelle-Orléans &c. " (*Textuel*) Ce qu'on peut répondre, de plus modéré, c'est qu'il en résulte du tout au tout: ce que *nous avons déjà* fait sentir pour le démontrer. Car, nous la répétons, l'acheteur quel qu'il soit, individu ou corporation, ne peut emporter la denrée sans donner une contravaleur et vendeur quelconque ne saurait donc enlever à la fois notre coton et nos espèces.

Nous ne répondrons pas aux attaques dirigées contre la banque des Etats-Unis parce que nous ne sommes pas chargés de la défendre et parce qu'elle n'a pas besoin d'être défendue contre des attaques de cette nature.

Notre seul but était de prouver que des opérations en coton, faites par n'importe qui, ne sauraient avoir l'influence pernicieuse qu'on leur attribue.

On a dit il y a quelque temps que la Banque d'Angleterre cherchait à prescrire les fonds Américains. Le fait est vrai. Mais ce qu'il importe de signaler, c'est que la part de l'administration, qui tient plus à ses théories relatives aux finances qu'à l'honneur national et à l'intérêt des Etats-Unis, a applaudi à ces attaques et soutenu de tout son pouvoir la conduite de la banque d'Angleterre contre son pays.

Suivant ce parti la banque d'Angleterre agirait, si, comme il fait de proscrire de tout fonds public le papier américain pour empêcher les affaires de devenir extravagantes comme elles l'étaient avant la crise, car on ne voudra jamais confesser sa faiblesse et avouer qu'on a fait le mal tant qu'on pourra en nouant le " *Let us alone* " qu'on met toujours en avant emploi à une armée de Rosa, pour attaquer l'ennemi de la république. Il y a aujourd'hui deux ans que Rose ne sort le chemin de ses généraux Mina et Espoz y Mina. Il y a un doute que Espoz y Mina ne sort le théatre de la guerre.

Le Blocus de Buenos Ayres par l'escadre Française, continua à être rigoureusement observé. Les paquets seuls portant des passagers, sont autorisés par l'Amiral français à faire les voyages entre Buenos Ayres et Montevideo. Rien autre ne jouit toujours à l'écart, il a occupé par le dernier Packet Anglais un mouillage intermédiaire (Mr. Mayne) en négociateur pour un gouvernement à intervenir en sa faveur.

Le blocus américain est très flottant, il n'y a pas 7 navires dans 10 pris; cependant les prises deviennent très rares et sont augmentés de 15 à 20 pour cent dans ces derniers jours. Les navires devront retenus ici quelque temps pour obtenir leurs cargaisons.

Nous avons à Buenos-Ayres, le vaisseau des Etats-Unis Fairfield, lieutenant-commandant Mackenzie et le brick Dolphin lieutenant-commandant Porvinance. Le Dolphin a failli, il y a quelques jours, avoir une affaire avec les Français. Je vous donnerai sous nouvelle rapportées par le packet anglais pour les détails de cette affaire.

On a reçu par le paquet anglais du 12 décembre les nouvelle suivantes

Nous apprenons que le brick des Etats-Unis Dolphin est arrivé à devant l'embouchure de la rivière Salado—Voici les limites qu'on lui donne. Il paraîtrait que de suite après son arrivée, le commandant du Dolphine aurait signifié au commandant du brick français La Bordelaise qu'il avait des ordres de son supérieur le commodore Mackenzie du Fairfield, d'insister sur la libre sortie du port de Salado, de la goélette américaine Flesh, qui y était entrée en l'absence de l'escadrille de blocus. La réponse aurait été que les ordres de l'amiral français étaient positifs pour capturer la goélette Fleet, en cas de sortie—Sur cette réponse on aurait fait de suite à bord du Dolphin, des préparatifs pour un abordage.

La goélette ne put cependant être prête à partir que le 9 au matin. Ce matin là même, le lieutenant Parvinance se rendit à bord de la Bordelaise, par suite d'une invitation amicale de la part du commandant. Pendant cette entrevue il fut convenu amicalement que la goélette serait convoyée par le Dolphin à Montevideo, où elle serait relaxée, et l'amiral français la jugeait de bonne prise, jusqu'à l'arrivée du commodore américain et qu'alors les deux commandants discuteraient l'affaire entre eux.

Conduite à Montevideo en conséquence, par le Dolphin, la goélette a été de suite relâchée par l'amiral français qui a considéré qu'il n'y avait nulle violation de blocus et par conséquent pas lieu à en faire une prise.

Ces nouvelles ne sont point officielles. Ce sont des bruits qu'on faisait courir au départ du lieutenant et qui du reste ne sont pas dénués de probabilité.

CORRESPONDANCE DE L'ABEILLE.

WASHINGTON, 27 février 1839.

La Chambre des Représentants a siégé bien jusqu'à près de onze heures du soir. Après avoir discuté divers amendemens au bill d'allocations générales, le comité a présenté son rapport à la Chambre.

M. Harlan, rapporteur du comité spécial sur les déprédations demande le remplacement de faire son rapport. Cette proposition soulevera des objections. L'appel nominal réclamé sur la question de savoir si la Chambre suspendrait son réglement pour recevoir ce rapport, fit voir que l'unanimité n'était pas en nombre. L'ajournement fut donc prononcé.

Ce matin, M. Harlan obtint la permission de faire son rapport, et M. Owens de la Georgie, présenta celui de la minorité du comité. Une motion fut faite d'ordonner l'impression des deux rapports, avec le journal du comité, à 5,000 exemplaires, et à 90,000 sans le journal.

M. Patrikes, de la Pennsylvanie, demanda que ces documens fussent lus en entier, mais le Président de la Chambre et plusieurs membres des deux partis lui ayant représenté que cette lecture occuperait toute la journée et même la nuit, il retira sa motion. Les deux rapports furent ensuite déposés sur le bureau du consentement général, et la motion d'en ordonner l'impression fut adoptée.

Ces rapports ne seront pas discutés pendant cette session.

La Chambre procéda à la discussion du bill d'allocations générales, à laquelle MM. Adams, Bell, Bronson et autres prirent part.

A trois heures et demie, la Chambre s'ajourna.

Le sénat s'est occupé aujourd'hui de l'élection d'un imprimeur; Messieurs Gales & Seaton reçurent 11 voix; Ogden Niles, du *Register*, 5; Thomas Allen, du *Mechanician*, 2; & Messieurs Blair & Rives, 26, ces derniers furent en conséquence déclarés imprimeurs du sénat pour deux années.

Le sénat procéda ensuite à la discussion du bill pour l'établissement de phares, bouées, et après quelques observations, ce projet de loi fut adopté.

Le résolution de M. Talmadge fut ensuite prise en considération et après quelques débats, elle fut adoptée.

Le président a reçu un message de la Chambre des Représentants, informant le sénat que la Chambre avait adopté la résolution du sénat pour l'ajournement.

Le sénat s'ajourna à midi, et s'est réuni à 4 heures P. M